



La grande prise : COMMENT ils veulent TOUT vous prendre ! (un film de David Webb)



Depuis des décennies, la démolition contrôlée de notre système financier est planifiée ! Alors que l'humanité est dirigée par la course à l'argent, une petite élite s'est déjà assuré un pouvoir durable - et ce avec tout ce que nous possédons. David Webb, expert financier de haut niveau, tire actuellement toutes les sonnettes d'alarme : Le contrôle privé des banques centrales est la source de tous les problèmes de l'humanité ! Il est temps de rendre visibles les agissements cachés des dirigeants financiers, car nous pouvons encore renverser la vapeur – ensemble !

Tous les biens privés risquent de devenir lors du prochain krach financier la propriété de quelques grandes banques privées.

Les lois nationales et internationales ont été modifiées dans le dos du public en vue de cette expropriation totale. Dans son livre récemment paru « The Great Taking (La grande prise) » David Webb, expert financier de haut rang et lanceur d'alerte, explique et démontre comment on en est arrivé là. [Livre disponible gratuitement en plusieurs langues sur : TheGreatTaking.com] Plus encore : le krach financier le plus dévastateur de tous les temps est à notre porte. En clair : TOUT LE MONDE peut tout perdre en un rien de temps. Mais David Webb voit aussi une chance et propose une solution viable. Regardez ses explications.

Extraits de « La grande prise » de David Webb :

Je m'appelle David Webb. Je vis à Stockholm, en Suède. J'ai géré des actions publiques et finalement des fonds spéculatifs [hedge funds = fonds d'investissement pour des placements alternatifs présentant un risque accru] dans la période qui a suivi la crise financière asiatique et qui a précédé la bulle dotcom [bulle dotcom = bulle spéculative créée par l'engouement pour Internet qui a éclaté en mars 2000] et son éclatement. Quand j'étais gamin, j'ai assisté au début de l'effondrement industriel de Cleveland, et j'ai grandi avec le besoin de comprendre ce qui nous détruisait. En effet, ma famille, qui avait été très heureuse auparavant, une famille heureuse et bienveillante, en a été profondément affectée, et cela a littéralement détruit l'endroit où j'avais grandi. J'ai donc décidé d'étudier l'économie et la finance.

Je pense que je suis différent des autres personnes dans ce monde financier, car l'argent ne m'intéresse pas vraiment. Ce qui m'a toujours intéressé, c'est de comprendre les choses, et cela m'a effectivement donné un avantage. Je comprenais des choses que d'autres personnes ne comprenaient pas. En 2008, j'ai été témoin de la première faillite d'un courtier-négociant [courtier-négociant = personne ou entreprise qui négocie en bourse pour des clients, le cœur du commerce des titres et des produits dérivés]. Ce qui m'a choqué, c'est que les comptes des clients de ce courtier-négociant ont été débités dans la masse de la

faillite du courtier, ce qui n'aurait jamais été possible auparavant. Dans toute l'histoire des titres, ils étaient des biens personnels. J'ai donc commencé à faire des recherches sur ce qui aurait pu changer. J'ai découvert que cela était dû aux modifications apportées au Uniform Commercial Code [Uniform Commercial Code = droit commercial unifié applicable à l'ensemble des États-Unis] aux États-Unis. Celui-ci avait été modifié dans les 50 États. Cela a donc pu être fait en toute discrétion pendant une longue période et n'a pas dû être fait au niveau fédéral pour ne pas attirer l'attention. Cela a créé une nouvelle construction juridique pour un droit à la sécurité.

Ensuite, en 2005, il y a eu une modification de la loi sur les faillites aux États-Unis, qui a créé quelque chose appelé Safe Harbor en français : « Havre de sécurité ». Ça aussi ça semble bien, mais Safe Harbor signifie que les créanciers garantis ont un havre de paix pour récupérer les actifs des clients et que, même en cas de fraude, ils peuvent être absolument certains d'obtenir les actifs des clients.

Seules les très grandes banques sont autorisées à s'emparer des avoirs de leurs clients. Elles ne veulent donc pas que quelqu'un s'interpose et prenne quelque chose. Elles seules le feront.

Le système a été modifié de manière à ce que la propriété soit transférée à un niveau supérieur et conservée sous forme groupée, notamment en cas de crise, afin de répondre aux exigences du système des créanciers garantis.

Et lorsque cela se produit, les personnes qui pensaient être couvertes, y compris les institutions les plus exigeantes et les fonds de pension, n'ont plus aucune protection.

Et les créanciers garantis s'empareront de toutes les actions et obligations sous-jacentes, ce qui leur donnera ensuite le contrôle de toutes les entreprises publiques. Ils ont construit cela de telle sorte qu'ils peuvent prendre des choses. Ils peuvent prendre en garantie tous les titres de personnes et d'entreprises même de celles qui n'ont pas d'emprunt auprès d'eux ; clairement et sans ambiguïté, ils posséderont tout.

Laissez-moi de vous donner un exemple par analogie pour illustrer l'horreur de ce processus :

Vous avez acheté une voiture et vous l'avez payée en espèces. Vous pensez que vous avez bien agi et que vous n'avez pas de dette pour la voiture. Mais sans que vous le sachiez, le concessionnaire continue à contrôler votre voiture en tant que garantie. On ne vous le dit pas. Le concessionnaire utilise votre voiture et toutes les autres voitures qu'il a vendues comme garantie pour ses crédits et ses affaires. Maintenant, le concessionnaire fait faillite. Et seuls certains créanciers garantis sont habilités à récupérer immédiatement votre voiture et toutes les voitures vendues par le concessionnaire, sans aucun contrôle judiciaire. Quand je décris cela aux gens, ils s'inquiètent pour leur voiture. Ici, il ne s'agit pas de votre voiture. C'est une analogie de ce qui s'est passé. C'est bien pire que s'il ne s'agissait que de votre voiture, car il s'agit littéralement de l'ensemble des titres dans le monde entier. Ce n'est donc pas votre insolvabilité qui provoque la perte de vos biens. C'est l'insolvabilité des personnes qui ont secrètement utilisé vos garanties comme leur propriété, sans vous le dire ni le divulguer.

C'est une histoire bien ficelée. Alors oui, ils ont changé la loi. Ils ont modifié le code commercial uniforme. Cela s'est fait à partir de 1994. Il y a donc eu un plan qui a été exécuté pendant des décennies pour y parvenir. Ensuite, ils ont entamé un processus d'harmonisation afin d'ancrer ce modèle dans la législation mondiale.

Et c'est ce qu'ils ont fait par le biais de l'UE. La première discussion à ce sujet que l'on trouve

dans les documents de l'UE date de 2002. A l'époque, le processus a commencé dans la période qui a suivi la faillite de Dotcom. Et l'UE a créé ce qu'elle appelle le « groupe pour la sécurité juridique ». Et cela aussi semble être une bonne chose. Mais ce qui est visé, c'est la sécurité juridique pour les créanciers garantis afin qu'ils puissent s'emparer des avoirs des clients.

C'est comme un jeu de Monopoly, où tout l'argent de tous les personnages sur le plateau de jeu est ramené à la banque. Puis ils disent : Commençons un nouveau jeu. Nous partons de la base : nous avons tout et vous n'avez rien. Alors, vous voulez emprunter ? Et c'est ce que sera la CBDC, la monnaie numérique de la banque centrale. Il sera très difficile pour les gens de s'opposer à l'utilisation de la CBDC, car ils ne pourront littéralement pas manger. Et c'est pourquoi il est si important d'en faire prendre conscience en amont, pour que les gens comprennent ce qui se passe. Et pour que les gens puissent s'engager jusqu'aux plus hauts niveaux du système. Cela a le potentiel d'activer des personnes très compétentes, jusqu'au sommet du système ; le potentiel d'unir les gens contre ce système.

Il y a donc une tête de serpent, mais elle ne peut rien faire toute seule, elle dépend du muscle situé sous la tête du serpent pour tout faire à sa place. Et une partie de la tâche consiste à faire parvenir cette conscience à ce muscle.

Tout le monde doit donc s'y intéresser, y compris les personnes qui pensent avoir du pouvoir et pouvoir faire la différence. Et cela doit se faire de manière légale. Cela doit être combattu par des moyens légaux. Je veux dire, imaginez ce qui se passerait si des juges occupant des postes importants étaient au courant. Les procureurs. On n'a jamais vraiment étudié les moyens d'abolir ce système de fraude. Et il y aura des moyens de le faire, car ce n'est qu'une construction.

de hm./dg.

Sources:

The Great Taking / La grande prise

<https://thegreataking.com/french>

<https://childrenshealthdefense.org/defender/great-taking-documentary-global-securities-assets-david-webb/>

<https://www.youtube.com/watch?v=-FyETQS1uQY>

Cela pourrait aussi vous intéresser:

#CriseFinanciere - La crise financière dans Europe - www.kla.tv/CriseFinanciere

#FilmsDocumentaires - Films documentaires - www.kla.tv/FilmsDocumentaires

#Economie - www.kla.tv/Economie

#FED-fr - Réserve fédérale - www.kla.tv/FED-fr

#CBDC-fr - Central Bank Digital Currency - www.kla.tv/CBDC-fr

#Expropriation - www.kla.tv/Expropriation

#Sanctions - www.kla.tv/Sanctions

#DavidWebb-fr - David Webb - www.kla.tv/DavidWebb-fr

Kla.TV – Des nouvelles alternatives... libres – indépendantes – non censurées...



- ce que les médias ne devraient pas dissimuler...
- peu entendu, du peuple pour le peuple...
- des informations régulières sur www.kla.tv/fr

Ça vaut la peine de rester avec nous!

Vous pouvez vous abonner gratuitement à notre newsletter: www.kla.tv/abo-fr

Avis de sécurité:

Les contre voix sont malheureusement de plus en plus censurées et réprimées. Tant que nous ne nous orientons pas en fonction des intérêts et des idéologies de la système presse, nous devons toujours nous attendre à ce que des prétextes soient recherchés pour bloquer ou supprimer Kla.TV.

Alors mettez-vous dès aujourd'hui en réseau en dehors d'internet!

Cliquez ici: www.kla.tv/vernetzung&lang=fr

Licence:  *Licence Creative Commons avec attribution*

Il est permis de diffuser et d'utiliser notre matériel avec l'attribution! Toutefois, le matériel ne peut pas être utilisé hors contexte. Cependant pour les institutions financées avec la redevance audio-visuelle, ceci n'est autorisé qu'avec notre accord. Des infractions peuvent entraîner des poursuites.